

Construire en confiance les moyens de nos ambitions

Exposé des motifs

Les marches climat, le résultat des européennes, l'afflux de nouveaux·elles adhérent·es, la cote de sympathie que les sondages nous accordent et l'assainissement de nos finances permettent à EÉLV de nourrir des ambitions électorales et d'envisager enfin sérieusement que l'écologie politique devienne la nouvelle matrice des politiques publiques.

Au service de ces ambitions, il faudra mobiliser un parti performant.

Le calendrier électoral des 3 ans à venir est connu : municipales et sénatoriales en 2020, départementales et régionales en 2021, présidentielle et législatives en 2022.

Les moyens nécessaires à des campagnes ambitieuses sont également connus : environ 6 M€ pour les élections régionales, 15 M€ pour espérer accéder au second tour de l'élection présidentielle, 12 M€ pour se donner toutes les chances de victoire aux législatives.

Plus de 30 M€ dont la moitié sur nos moyens propres ! Encore faudra-t-il, pour l'autre moitié, le crédit bancaire, des sondages bien orientés et des garanties solides.

Trop longtemps, faute sans doute de la vision et la rigueur nécessaires, tétanisés par des problèmes de trésorerie endémiques, nous avons abordé les échéances au jour le jour et nous avons sacrifié l'important à l'urgent.

Aujourd'hui, il faut maintenir la vigilance sur nos finances mais le plus dur semble passé. Bien que nos recettes soient à un étiage historiquement bas, nous avons conduit un plan d'économies, traqué les gaspillages, remboursé nos dettes externes et, au final, créé les conditions pour que le parti se réapproprie son avenir et se dote des moyens de ses ambitions.

Quelle que soit l'orientation politique choisie par le Congrès et l'équipe qui sera désignée pour l'appliquer, quels que soient les changements de périmètre que nous déciderons d'opérer dans l'avenir, si nous voulons que nos ambitions se concrétisent, nous devons mobiliser nos moyens humains et financiers appropriés.

Cinq chantiers seront à lancer dès la sortie du Congrès de novembre :

– Renforcer la démocratie financière

Pour cause de complexité de notre structure et des règles de financement de la vie politique, la connaissance des arcanes de nos finances a longtemps été réservée à quelques-un·es. Les efforts de pédagogie réalisés ces dernières années doivent être poursuivis, notamment au sein du Conseil fédéral et dans les Régions EÉLV.

– Consolider le national et les structures régionales

Les plans d'économies à tous les échelons ont réduit au minimum vital les moyens humains salariés. De nombreuses missions sont pourvues bénévolement par les militant·es et cadres ce qui n'est pas tenable sur le long terme pour notre cœur d'activité. Alors que les perspectives s'améliorent, il faudra pourvoir les besoins les plus criants en moyens humains au niveau du national et participer à l'acquisition d'une "Maison de l'Ecologie". Pour les Régions, un plan de type « Une Région - Un local – Un·e permanent·e » pourrait être

lancé début 2020. Pour pérenniser les emplois salariés et les compétences associées, les Régions et le national développeront la mutualisation des ressources humaines.

– Un vaste plan de formation et une école des cadres

Sur 8000 personnes qui sont adhérent-es à notre mouvement, 1/3 d'entre elles nous ont rejoint ces derniers mois.

De plus, les vagues de démissions subies de 2014 à 2016 ont appauvri notre mouvement en connaissances et compétences diverses. Le fonctionnement du parti, l'organisation des actions et mobilisations et les campagnes électorales reposent sur trop peu d'épaules, souvent bénévoles, et épuisent les meilleures volontés.

Nous devons impulser, dès la sortie du Congrès, un vaste plan d'accueil et formation de nos militant-es. Il en va de notre capacité à transmettre nos savoirs et à renouveler nos cadres. Cette opération sera dotée d'un budget, pilotée par un membre du bureau exécutif et conduite en relation étroite avec toutes les régions EÉLV. Les outils de formation (cours, conférences téléphoniques ou vidéo, ressources en ligne, etc.) seront mobilisés pour un impact maximum. Un compte-rendu sera fait deux fois par an au Conseil fédéral et devant la Conférence des régions.

– Une stratégie financière de moyen terme

Pour mobiliser les finances nécessaires aux élections, il faudra développer les ressources propres (autofinancement) mais aussi rebâtir un patrimoine - notamment immobilier, national et/ou régional - à apporter en garantie. Ceci nécessite de dégager des excédents de fonctionnement et de les sécuriser en vue du financement des campagnes. Ainsi, à tous les niveaux du parti, au-delà du simple équilibre financier, il faudra s'astreindre à provisionner les dépenses électorales futures.

– Pour une allocation dynamique des moyens

Longtemps, la défiance s'était installée entre le national et les Régions du fait, notamment, des engagements financiers qui n'étaient pas tenus. Cette situation avait pour conséquence que des Régions étaient dans l'impossibilité de planifier et d'investir. La situation s'est améliorée et les efforts doivent être poursuivis.

L'étape suivante consiste à affecter dynamiquement les réserves de trésorerie où elles sont utiles. Ainsi, si le national provisionne, chaque année, le coût des élections législatives 2022, cette trésorerie disponible sera affectée, jusqu'en 2021, à financer les élections locales (municipales et régionales). Et les Régions pourront confier ensuite leurs réserves au national pour les législatives et la présidentielle. Ce principe vaut également entre les régions elles-mêmes.

C'est en confortant nos moyens, nos instances et nos militant-es que nous réaliserons nos ambitions !

Motion

Le Congrès d'EÉLV adopte la motion «Construire en confiance les moyens de nos ambitions» et mandate le Conseil fédéral, le bureau exécutif et la Conférence des régions pour l'appliquer.